EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 13 décembre 2013

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 121 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Zaven ALEXANIAN - Michel AMBROSINO - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-luc BENNAHMIA - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Jean-Pierre BERTRAND - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Valérie BOYER - Jean BRUNEL - Philippe CAMILLIERI - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Claude DAUMERGUE - Jean-François DENIS - Nicole DESMATS - Eric DIARD - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - Gérard FERREOL - Jean-Pierre FOUQUET - France GAMERRE - Magali GARDE - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Vincent GOMEZ - Gérard GRAUGNARD - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Albert LAPEYRE - Alain LAURENS - Eric LE DISSES - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - René MALLEVILLE - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Martine MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - André MOLINO - Yves MORAINÉ - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Jérôme ORGEAS - Christine ORTIZ - Frédéric OUNANIAN - Marie-Madeleine PANCHETTI - Benoît PAYAN - Gerard PEPE - Marie-José PEREZ - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Louis RIVIERE - Jacques ROCCA SERRA - Georges ROSSO - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Philippe SAN MARCO - Pierre SEMERIVA - Christel SIMONETTI-ACHARD - Paul SORGE - Maurice TALAZAC - Guy TEISSIER - Lachraf TIMEZOUKHT - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Stéphane VENTRE - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA - Karim ZERIBI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Gérard BISMUTH représenté par Alain LAURENS - Sylvia BONIFAY représentée par Pascal GILLET - Joëlle BOULAY représentée par Olivier AGULLO - Vincent BURRONI représenté par Gérard GRAUGNARD - Xavier CACHARD représenté par Robert HABRANT - Suzanne CENTINO représentée par Patrick GHIGONETTO - Patricia COLIN représentée par Corinne LEGAL - Alain CROCE représenté par Marc POGGIALE - Eric DI MECO représenté par Maxime TOMMASINI - Mireille FOURNERON représentée par Jacqueline MAURIC - François FRANCESCHI représenté par Jean VIARD - Jean-Claude GAUDIN représenté par Laure-Agnès CARADEC - Mourad KAHOUK représenté par Stéphane VENTRE - Abdelwaab LAKHDAR représenté par Patrick MAGRO - Laurent LAVIE représenté par Guy PONTOUS - Guillaume MACHERAS DE MONTILLET représenté par Danielle MILON - Robert MALATESTA représenté par Marie-Madeleine PANCHETTI - Myriam MALLIA représentée par Michelle GUEYDAN - Patrick MENNUCCI représenté par Eugène CASELLI - Jean MONTAGNAC représenté par Gérard FERREOL - Bernard MOREL représenté par Alexandre BIZAILLON - Sylvie NESPOULOUS représentée par Jean-Pierre FOUQUET - Gilles PAGLIUCA représenté par Jean-Marc BENZI - Roland POVINELLI représenté par Vincent COULOMB - Jean-Pierre REPIQUET représenté par Magali GARDE - Antoine ROUZAUD représenté par Christophe MASSE - Bernard SUSINI représenté par Jean-Marc CORTEGGIANI.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Sabine BERNASCONI - Martine GOELZER - Paul HUBAC - Laurence JOUANDON - Michel LO IACONO - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Arlette SALVO - René TAVERA.

Signé le 13 Décembre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 17 décembre 2013

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEV 007-934/13/CC

■ Approbation du protocole d'accord quadripartite sur la revitalisation des chantiers navals de La Ciotat.

DPEATSV 13/10768/CC

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le 31 octobre 2013, la participation de Marseille Provence Métropole à l'augmentation de capital numéraire de la Société Publique Locale Sémidep Ciotat et l'approbation de l'avenant n°2 à la convention avec la SPL Semidep Ciotat relative au financement du Plan Stratégique à long terme 2010-2016.

Il apparaît nécessaire d'actualiser les protocoles de 1994 et 2012 qui fondent le partenariat constant et efficace à l'origine de la réussite du site. Un nouveau protocole a donc été mis au point. Il rappelle les nouveaux engagements des collectivités territoriales en vue de la mise en œuvre du plan stratégique à long terme et de l'augmentation du capital. Le protocole d'accord quadripartite intègre l'évolution récente de la réglementation qui conduit à distinguer deux situations créées par le droit communautaire :

- Le financement des dépenses d'entretien et de réalisation d'infrastructures dites « de base » sur fonds publics n'est pas considéré comme une aide d'Etat et peut à ce titre couvrir l'intégralité des dépenses
- Dans le PLT de la SEMIDEP, sont concernés par cette situation :
 - L'investissement de conservation de la Grande Forme (construction du bateau porte neuf, déconstruction de l'ancien bateau-porte, consolidation des terre-pleins, protections collectives et études spécifiques) pour un montant global de 6.815 mille euros,
 - les travaux maritimes pour le confortement des quais du port vieux : 650 mille eurosSoit un total de 7.465 mille euros
- Les aides publiques octroyées aux entreprises chargées d'un service d'intérêt général sont possibles dans la limite d'une stricte compensation du déficit d'exploitation induit par l'obligation de service public mise à leur charge.

Dans ce cadre, la compensation de service public dont devrait bénéficier la SEMIDEP pour exploiter la Grande Forme a été estimée à 3.870 mille euros, soit 42,9 % de l'investissement de valorisation (système de pompage, seuil et reprise des quais représente un investissement de valorisation total de 9 020 mille euros.).

Ainsi, si les investissements à subventionner ont été ramenés de 18.400 mille euros à 16.485 mille euros, les règles européennes ont entraîné une baisse plus importante du montant des subventions mobilisable.

Il est apparu indispensable d'adapter le montant de la subvention et de réaliser une augmentation de capital complémentaire afin de doter la SEMIDEP des fonds propres nécessaires au financement de la part non subventionnable des travaux de la Grande Forme, soit 5.150 mille euros.

Signé le 13 Décembre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 17 décembre 2013

Le nouveau montage respecte les clés de répartition convenues depuis les accords initiaux de reconversion. Ainsi, la part respective de chaque collectivité dans le capital de la SEMIDEP est inchangée, et la participation globale des collectivités (subvention et augmentation de capital) au plan à long terme de la SEMIDEP est maintenue.

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération ECO 3/648/CC du 15 octobre 2004 du Conseil de Communauté ;
- La délibération ECO 8/482/CC du 29 juin 2007 du Conseil de Communauté ;
- La délibération DEV 003-2314/10/CC du 1er octobre 2010 du Conseil de Communauté ;
- La délibération DEV 002-261/11/CC du 28 mars 2011 du Conseil de Communauté, portant création et affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 5.007 000 euros ;
- La délibération DEV 013-378/11/BC du 8 juillet 2011, portant approbation d'une convention avec la SPL Sémidep Ciotat relative au financement du Plan Stratégique à Long Terme 2010-2016 sur le Domaine des Industries et des Activités Maritimes de la Ciotat ;
- La convention de partenariat n°11/1351 signée le 23 septembre 2011 conclue avec la SPL Sémidep Ciotat relative au financement du Plan Stratégique
- La délibération N° FCT 010-605/11/CC du 21/10/2011 du Conseil de Communauté portant approbation de l'acquisition des actions Ciomolift par la Semidep et de la fusion-absorption. Approbation de l'octroi d'une garantie d'emprunt pour cette opération.
- La délibération N° DEV 002-031/12/BC du 13/02/2012 du Bureau de Communauté portant approbation de l'avenant n°1 à la convention avec la SPL Semidep Ciotat relative au financement du Plan Stratégique à long terme 2010-2016 sur le Domaine des Industries et des Activités Maritimes de la Ciotat
- La délibération N° DEV 002-703/13/CC du 31/10/2013 du Conseil de Communauté portant approbation de la participation de Marseille Provence Métropole à l'augmentation de capital numéraire de la Société Publique Locale Sémidep Ciotat
- La délibération N° DEV 003-704/13/CC du 31/10/2013 du Conseil de Communauté portant approbation de l'avenant n°2 à la convention avec la SPL Semidep Ciotat relative au financement du Plan Stratégique à long terme 2010-2016.

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les investissements envisagés dans le Plan à Long Terme qui poursuivent l'orientation industrielle du domaine public maritime de La Ciotat,
- Le choix fait pour ce site idéalement situé, d'accueillir des entreprises liées à la filière maritime, correspond à un marché mondial en pleine expansion,
- Les enjeux de créations d'entreprises et d'emplois suscités par cette activité sont de nature à dynamiser l'ensemble du territoire métropolitain,

Signé le 13 Décembre 2013
Reçu au Contrôle de légalité le 17 décembre 2013

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

Est approuvé le protocole ci-annexé conclu avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches du Rhône, et la ville de La Ciotat.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Pour Visa
Le Conseiller Délégué à l'Economie

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Développer l'économie et servir l'emploi

Guy TEISSIER

Alexandre BIZAILLON

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI